

Le grand laissé pour compte, dans ce projet et dans toutes nos discussions sur le Programme énergétique national, c'est le petit producteur canadien. Nous avons aussi négligé les entreprises de services. Il est temps que le gouvernement commence à songer à la majorité des Canadiens, au Canadien moyen dont la petite entreprise est le gagne-pain. Le gouvernement fait-il vraiment du tort à ces gens? Peut-être que d'une certaine façon, il leur a rendu service. Il les a forcés à s'en aller aux États-Unis; il les a obligés à quitter le Canada. Qu'est-ce que cela fait au Canada? Cela fait littéralement fuir nos capitaux et crée un déséquilibre dans les flux de capitaux. En appliquant tout ce Programme énergétique national tel qu'établi par le bill C-48, nous faisons du tort au citoyen canadien.

Le climat n'est certes pas propice aux affaires au Canada ces temps-ci à cause de la politique actuelle du gouvernement. Celui-ci pourrait-il nous rendre le service de modifier la loi afin de retenir l'entrepreneur canadien qui veut rester au pays, qui veut réussir et qui veut bénéficier de nos grandes richesses? Tout ce que nous faisons, c'est d'embarquer le pays dans ce que le gouvernement appelle la canadianisation, mais qui revient pour moi à de la nationalisation ou du socialisme ou, pour aller encore plus loin, du communisme, puisque c'est bien cela dont il s'agit lorsque l'État possède tout. Tout cela se fait graduellement. Les députés peuvent faire tout le chahut qu'ils veulent, mais cela ne changera rien à la situation ni aux dangers de la voie dans laquelle nous nous engageons.

Vous rendez-vous compte, monsieur l'Orateur, que cette mesure permet au gouvernement de commettre un délit, à savoir un vol pur et simple? Les citoyens qui ont élu le présent gouvernement iraient carrément en prison s'ils agissaient de la sorte. Le gouvernement est intouchable. Il peut faire absolument tout ce qu'il veut. Il se moque des citoyens. Les députés se moquent d'eux tous les jours. Le ministre des Transports se moque d'eux parce qu'il supprime leur moyen de transport. Le ministre des Communications (M. Fox) se moque d'eux. Il les prive du plaisir de pouvoir suivre des émissions de tous les pays du monde. Je devrais peut-être me reprendre, car il revient à sa première position.

J'ai travaillé dans le privé toute ma vie. J'ai fait une chose que la plupart des députés n'ont jamais faite: j'ai dû payer des salaires. C'est difficile lorsqu'on lance une petite entreprise au Canada. Il est toutefois possible d'y arriver et il est possible pour des gens comme nous de créer des entreprises. Pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il à vouloir mettre tout en l'air? Les députés feraient bien d'essayer de trouver des capitaux pour une petite société pétrolière. Premièrement, il n'y a plus moyen d'aller emprunter de l'argent sur les marchés étrangers. Deuxièmement, les taux d'intérêt sont si élevés que nous ne pouvons pas nous permettre d'aller emprunter de l'argent à la banque.

Le gouvernement a coupé l'herbe sous le pied aux Canadiens, et c'est pourquoi je suis en colère. Je suis furieux de ce que le gouvernement fait aux citoyens canadiens. Il devrait plutôt leur faciliter la tâche, les aider à trouver des capitaux afin de créer des emplois, à chaque fois que c'est possible. Le gouvernement ne devrait pas enlever tout stimulant aux entrepreneurs. Je sais qu'il est extrêmement difficile de trouver de l'argent, et c'est même devenu impossible pour les petites compagnies pétrolières.

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Que se passe-t-il dans ce secteur? Les petites sociétés pétrolières n'ont plus le choix. Il ne leur reste plus qu'à se faire absorber par les grandes entreprises; chaque semaine, les journaux signalent de nouvelles acquisitions. Le gouvernement laisse les gros manger les petits. Au Canada, il faut maintenant être multimillionnaire pour avoir droit à l'existence. Les moins puissants n'ont plus aucun espoir. L'entrepreneur est prêt à consentir des sacrifices pour créer des emplois. Je crois que le temps est maintenant venu pour le gouvernement de faire des compromis afin de créer des emplois et de résoudre certains des problèmes qui affligent le Canada.

La taxe de 25 p. 100 dissimulée dans ce bill supprime tout stimulant réel, toutes les raisons qui restaient aux Canadiens d'investir au Canada ou d'attirer des capitaux étrangers. Ce que je recommande aux gens, c'est de ne plus investir au Canada tant que subsistera l'atmosphère hostile créée par le gouvernement actuel. J'ai passé beaucoup de temps à parler aux gens; j'ai rencontré beaucoup de monde et nous avons discuté de sujets très divers, mais il y a une question qui revient sans cesse: pourquoi prendre la peine d'investir au Canada, compte tenu de la marge bénéficiaire que le gouvernement actuel a imposée? Ce gouvernement s'empare des deux tiers du revenu produit par chaque baril de pétrole. Il s'imaginerait qu'il va réaliser l'autosuffisance énergétique. Ce gouvernement est à genoux, il implore le ciel que quelqu'un trouve suffisamment de pétrole dans ces terres expropriées afin que nous ne manquions pas de pétrole dans les années 90. Je puis vous assurer, monsieur l'Orateur, qu'il ne suffira pas de prier, car il faudra aussi beaucoup d'argent pour y arriver. Les prières ne suffisent pas pour obtenir des résultats concrets en ce bas monde; il faut aussi travailler dur. Il faut se salir les mains et gagner sa vie à la sueur de son front.

● (1440)

Je ne vois pas l'intérêt d'investir au Canada. C'est tragique de dire cela à la Chambre des communes. C'est tragique de constater que l'atmosphère est à ce point hostile qu'il n'est pas sage pour les Canadiens de rester dans leur propre pays.

Le seul avantage qu'apportera le Programme énergétique national, c'est que les banques américaines et étrangères vont se précipiter au Canada à cause des taux d'intérêts fantastiquement élevés. Ils s'en viennent tous par avion nolisé. Je ne suis pas contre cela, je ne fais que signaler que c'est le seul groupe qui bénéficiera du Programme énergétique national. Je crois en la concurrence, monsieur le président, mais ce sont les banques étrangères qui en profiteront en l'absence des Canadiens. Les investisseurs sont des gens qui voient loin, qui prêtent aux sociétés qui leur paient un taux de 20 p. 100. Mais cet argent quitte le pays on ne peut plus directement. Ce seront certainement eux les bénéficiaires. D'ailleurs, un grand nombre de ces banques viennent au Canada pour ce seul motif. Leur siège social peut bien se trouver rue Bay à Toronto, mais les bureaux administratifs sont à Calgary, là où il y a de l'action.

Combien de temps encore ces petites sociétés pourront-elles continuer à emprunter à ces taux sans faire banqueroute? Il n'y a pas d'avenir pour l'investissement dans notre pays. Le gouvernement devrait penser à essayer de faire revenir ces fonds au pays, là où ils devraient être investis.